

Si vous êtes tentés de taxer mon jugement de trop sévère et mes prévisions de trop pessimistes, rappelez-vous objectivement la réaction de bon nombre de nos commettants face aux délibérations et aux résolutions de l'ONU. Dans mon pays et partout dans le monde, la réaction a été négative.

Je vous accorde que ces critiques sont souvent fondées sur des préjugés, ou sont dues à l'ignorance. Par ailleurs, nous savons que beaucoup peut et devrait être fait pour accroître l'efficacité des Nations Unies. Voici quelques suggestions et exemples de moyens d'y arriver.

La présente session sera saisie de deux grandes questions: celle du Moyen-Orient et celle de l'Afrique australe. L'an dernier, nous avons adopté vingt résolutions sur le Moyen-Orient et pas moins de trente-quatre sur l'Afrique australe. Qu'est-ce qui a été accompli pendant tout ce temps, après tous ces efforts, sans parler de toutes ces dépenses? Très peu, assurément, car bon nombre de ces résolutions exprimaient tout simplement des jugements de valeur sans proposer aucune mesure pratique. En outre, tout le monde savait qu'elles n'avaient aucune chance — ou si peu — d'être appliquées. Pourtant, cette machine immense et de plus en plus coûteuse qu'est l'ONU a adopté non seulement les quelque cinquante résolutions que je viens de mentionner, mais près de 200 autres, beaucoup du même genre, et donc prédestinées à subir le même sort. D'ailleurs, je soupçonne que, déjà, la poussière s'amoncele sur le recueil de 400 pages qui contient ces résolutions, la plupart faisant écho, presque mot pour mot, aux délibérations des années précédentes.

Il n'y a pas lieu d'être surpris de l'indifférence avec laquelle la presse et le public accueillent leur publication. Paradoxalement, en adoptant davantage de résolutions, nous avons réussi à diminuer, et non pas à accroître, l'intérêt porté à ces résolutions. Il ne sera pas facile de changer nos habitudes de groupe. Nous devons examiner de près l'ordre du jour afin de résister à la tentation d'y réinscrire automatiquement d'anciens points ou d'en ajouter de nouveaux, moins importants. Nous devrions grouper les sujets de discussion de façon que des débats analogues n'aient pas lieu au sein de comités différents. Nous devrions également éviter la prolifération de résolutions dans lesquelles les membres font état de leurs aspirations ou de leurs objectifs sans proposer de mesures concrètes pour les réaliser. Quelques résolutions courtes, concises et pratiques auront davantage d'effet que la multitude de résolutions vagues et inefficaces étudiées chaque année.

Le Conseil de sécurité

Tous les dix ans, depuis la création de l'ONU, le Canada a été membre du Conseil de sécurité. Il a ainsi acquis une bonne expérience, en plus d'avoir eu la chance d'examiner les activités du Conseil d'un oeil neuf à chaque renouvellement de son mandat. Jusqu'à présent, cette année, le Conseil a débattu plusieurs questions importantes de façon sobre et sensée. Toutefois, aucun d'entre nous n'oserait prétendre que le Conseil ait fait tout ce qu'il pouvait pour renforcer la position qu'il occupe de premier responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales au sein de la structure des Nations Unies. Le Secrétaire général nous a d'ailleurs avertis, avec raison, qu'il viendrait peut-être "un temps où l'on aurait désespérément besoin du Conseil, mais où il serait trop faible pour s'acquitter de ses responsabilités".